

## MAZARGUES

# Le maintien du commissariat du 9<sup>e</sup> acté par Darmanin

C'est par un courrier signé par le ministre de l'Intérieur lui-même que la nouvelle est arrivée ce lundi. Lors de son déplacement à Marseille, Gérald Darmanin avait été interrogé par le maire de secteur Lionel Royer-Perreaut (DVD) sur le devenir du commissariat de Mazargues (9<sup>e</sup>). Pour rappel, ce dernier était voué à la fermeture depuis plusieurs années en raison d'une réorganisation décidée sous le gouvernement Hollande. "Lors du déplacement du ministre à la Soude, je lui avais indiqué qu'il n'y avait pas une ville en France de plus de 70 000 habitants qui n'avait pas son commissariat et que cette décision de regrouper l'ensemble des services au commissariat de Sainte-Anne semblait illogique", indique Lionel Royer-Perreaut, élu en 2020 avec la liste Les Républicains mais qui a récemment rallié Emmanuel Macron. Un argument qui a, semble-t-il, fait mouche puisque le courrier reçu ce lundi par l'élu indique que le principe du maintien définitif du commissariat de Mazargues était acté. "Dans un arrondissement de 80 000 habitants, c'est important d'avoir un lieu dédié à la sécurité, qui soit ouvert et qui puisse accueillir le public, notamment pour le dépôt de plaintes", reprend l'élu.

Reste donc désormais à déter-



**Voué à la fermeture depuis 2016, le principe du maintien définitif du commissariat de Mazargues a été acté ce lundi. Reste désormais à en définir les contours.**

/ PHOTO GEORGES ROBERT

miner les contours et préciser les modalités de ce maintien. Mais, après l'annonce de la fermeture du bureau de poste, du CCAS et du bureau municipal de proximité... "C'était important qu'une bonne nouvelle vienne un peu casser cette dynamique, lance Gabriel Lalance, président du CIQ Mazargues.

*On souhaite qu'il y ait un accès pour les habitants, que ce soit un lieu ouvert au public. Il faut savoir que la population de Mazargues est composée pour environ 40 % de personnes âgées. C'est difficile de leur demander d'aller à Sainte-Anne pour le commissariat ou à Bonneveine pour d'autres actes administra-*

*tifs...*"

Une première satisfaction donc pour le CIQ, qui, après avoir multiplié les pétitions ces derniers mois pour le maintien des services publics de proximité dans le quartier de Mazargues, compte bien faire entendre sa voix.

**Rémi SIMONPIETRI**